



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les relations financières entre les secteurs agricole et industriel dans la planification socialiste

Professeur Federowicz

Citer ce document / Cite this document :

Federowicz . Les relations financières entre les secteurs agricole et industriel dans la planification socialiste. In: Économie rurale. N°68, 1966. Les rapports agriculture-Indutrie dans les économies socialistes de l'est européen. pp. 29-32;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1966.1937>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1966_num_68_1_1937

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Les relations financières entre secteurs agricole et industriel dans la planification socialiste

par le Professeur FEDEROWICZ, Université de Varsovie

Le sujet de cet exposé est relativement limité parce que les chiffres qui figurent sur le tableau n° 1 se rapportent seulement à une partie de l'agriculture polonaise et, notamment, au secteur privé.

Le bilan financier ci-joint représente les relations financières entre l'agriculture privée et les autres secteurs de l'économie nationale. Ce n'est donc pas l'agriculture tout entière qui est prise en considération.

million de ménages agricoles exerçant en même temps une profession non agricole, c'est-à-dire une profession ouvrière : ce sont les paysans-ouvriers, ou les ouvriers-paysans, qui travaillent à temps partiel en usine, sur des chantiers de construction ou ailleurs.

Dans le bilan que nous présentons, il n'est pas tenu compte des salaires obtenus par cette catégorie de travailleurs agricoles.

Le tableau n° 1 présente non pas un bilan financier des ménages d'exploitants agricoles, mais le bilan financier des exploitations agricoles, c'est-à-dire le revenu obtenu par la vente des produits agricoles et les dépenses de production correspondantes.

LES REVENUS

Pour construire et intensifier un tel bilan, il faut introduire certaines conventions. La plus importante à notre avis est qu'il y a, en Pologne, environ un

Tableau n° 1

Revenu agricole des fermes privées en Pologne

ANNEES	EN MILLIARDS DE ZLOTYS				EN INDICES - 1960 = 100,0		
	1960	1961	1962	1963	1961	1962	1963
1. Ventes agricoles (secteur socialiste)	52,6	59,4	60,0	59,7	112,9	114,0	113,3
2. Autres ventes	0,9	0,9	0,9	1,0	97,1	104,7	118,9
3. Crédit bancaire	9,0	9,4	10,2	12,5	104,5	118,4	133,8
dont investissement à long terme	(2,3)	(2,1)	(2,1)	(3,0)	(92,1)	(93,7)	(130,9)
4. Primes d'assurance ..	1,7	1,6	1,8	1,7	91,5	103,9	98,8
5. Autres revenus	2,2	2,5	2,4	2,7	112,9	112,1	126,3
Total revenus provenant du secteur socialiste	66,4	73,8	75,3	77,5	111,0	113,5	116,8
Ventes au secteur privé (marché libre)	17,2	16,2	17,9	18,9	95,4	104,0	109,8
Total des revenus	83,6	90,2	93,2	96,4	107,8	111,6	115,4

1° En valeurs courantes (les prix ayant évolué entre 1960 et 1963 en faveur de l'agriculture de 2 à 3 %).

2° Les prix du marché d'Etat et du marché libre étant très proches, les sommes portées sur ce tableau sont proportionnelles à des volumes échangés.

Dans le cadre de ce petit exposé, nous voudrions examiner plus précisément les points suivants :

— la comparaison de ventes effectuées par les fermes privées ;

— l'achat de biens et de services par ces fermes privées et le solde de ces ventes et achats, qui peut représenter le bilan d'un mouvement de biens et de services matériels entre l'agriculture privée et les autres secteurs de l'économie nationale.

Ce bilan est encore divisé, sur le plan horizontal, en deux parties.

La partie du haut indique les relations entre le secteur privé de l'agriculture et le secteur socialiste, c'est-à-dire les organisations d'Etat et les organisations coopératives.

La seconde partie désigne les relations entre les fermes privées et les autres entreprises et personnes privées.

Précisons également que seules ont été enregistrées les ventes à l'extérieur de l'agriculture. Il n'a été tenu aucun compte des échanges entre fermes privées.

Pour les ventes effectuées par les fermes privées, nous obtenons les chiffres suivants :

1960	.....	69,8 milliards de zlotys
1961	.....	75,8 milliards de zlotys
1962	.....	77,9 milliards de zlotys
1963	.....	78,6 milliards de zlotys

Les achats réalisés par les fermes privées au cours de ces mêmes années ont évolué de la façon suivante :

1960	.....	62,9 milliards de zlotys
1961	.....	67,4 milliards de zlotys
1962	.....	70,0 milliards de zlotys
1963	.....	72,0 milliards de zlotys

L'excédent des ventes de produits agricoles sur l'achat des biens et services matériels fournis par l'industrie, les transports, la construction et les autres branches de production a été le suivant :

1960	.....	6,9 milliards de zlotys
1961	.....	8,4 milliards de zlotys
1962	.....	7,9 milliards de zlotys
1963	.....	6,6 milliards de zlotys

Tableau n° 2

Dépenses des fermes privées (en milliards de zlotys)

	(EN MILLIARDS DE ZLOTYS)				INDICE DE BASE 100 = 1960		
	1960	1961	1962	1963	1961	1962	1963
1 Achats biens et services	54,4	58,8	61,4	63,0	108,0	112,8	115,7
dont :							
achats productifs courants	(11,0)	(11,7)	(12,4)	(13,0)	(106,3)	(112,0)	(124,1)
investissements ..	(4,0)	(4,5)	(4,6)	(5,0)	(109,3)	(112,3)	(123,4)
consommation ..	(34,0)	(36,6)	(37,9)	(37,0)	(107,2)	(111,0)	(108,6)
2 Taxes et impôts	7,1	7,3	8,1	8,3	103,8	115,0	116,8
3 Remboursements des crédits	7,1	8,4	9,0	9,8	118,1	125,9	137,0
4 Assurances	2,2	2,2	2,5	2,6	102,2	113,3	119,7
5 Organismes sociaux..	0,6	0,7	0,7	0,8	110,2	118,9	119,7
6 Autres dépenses	0,9	1,0	1,2	1,2	115,2	133,5	137,8
<i>Total secteur socialiste</i>	72,3	78,4	82,9	89,7	108,6	114,6	118,3
7 Achats privés	8,5	8,6	8,6	9,0	100,6	101,2	105,3
<i>Total</i>	80,8	87,0	91,5	94,7	107,8	113,2	117,0

LES DEPENSES

Il s'agit maintenant de passer des revenus aux dépenses.

Les différentes statistiques disponibles sont présentées dans le tableau n° 2.

Dans ce tableau est analysée la structure interne des achats réalisés par les fermes privées uniquement dans le secteur socialisé, et non dans le secteur privé parce que les données statistiques y sont difficiles à collecter.

Ce qui est intéressant, c'est *la dynamique* de la structure des achats exécutés par les fermes privées.

On constate par exemple que le rythme de la croissance des achats des biens de production a été plus rapide que le rythme de l'augmentation des achats globaux.

Les biens d'investissement ont presque le même indice d'augmentation que les biens de production. Les biens de production sont représentés par les engrais et les achats productifs courants. Les biens d'investissement sont les matériaux de construction, les machines agricoles, etc...

Le rythme de croissance le plus faible est représenté par les achats de biens de consommation.

Du point de vue d'une politique d'accélération du développement de l'agriculture, ce phénomène peut être considéré comme très favorable.

C'était peut-être le but d'une politique économique de l'Etat envers le secteur privé de l'agriculture, car, si on intensifie la vente des biens de production fournis par l'industrie, on peut estimer que ces dépenses provoqueront une augmentation de la production agricole.

Les crédits bancaires accordés par l'Etat ont augmenté de 33,8 % par rapport à l'année 1960. On constate une évolution parallèle du rythme des remboursements de crédits, ce qui est normal.

Il est intéressant de noter que les crédits à long terme, c'est-à-dire les crédits affectés aux investis-

sements agricoles, ont commencé à augmenter en 1963. D'une année à l'autre, ces crédits ont augmenté d'environ 37 %.

Si on veut être complet, il faut également prendre en considération les avances accordées par l'Etat aux Cercles agricoles qui constituent une nouvelle forme d'action coopérative des agriculteurs polonais.

C'est le Cercle agricole qui achète et gère les machines pour tous les villages. Ces achats ne sont pas inclus ici et leur montant annuel est d'environ 4 milliards. Nous les mentionnons parce que cette forme d'achats effectués par les Cercles agricoles est une forme importante d'investissements dans l'agriculture polonaise.

D'où proviennent les moyens financiers utilisés par les Cercles agricoles ? Ces moyens sont accumulés sous la forme d'une différence de prix. En effet, les fermiers privés ont des livraisons obligatoires à faire à l'Etat et ces livraisons obligatoires sont payées à des prix plus bas que les livraisons libres. La différence entre ces prix représente les 4 milliards de zlotys annuels.

Ainsi on prend d'une main quatre milliards aux fermiers privés, et on leur rembourse de l'autre quatre milliards ; mais de cette façon l'augmentation de consommation est exclue puisque ces quatre milliards sont remboursés sous forme de biens de production fournis par l'industrie.

On peut objecter que cette forme d'action est une contrainte, mais il semble qu'elle corresponde bien à la situation politique et sociale actuelle. Nous pensons que la politique de différenciation des prix liée aux cercles agricoles, ainsi que la politique de crédits bancaires, ont été, pour le moment, capables d'accélérer le rythme de croissance de l'agriculture privée.

Cette action assurera-t-elle dans l'avenir une croissance suffisante de l'agriculture ? Il est difficile de répondre, mais jusqu'à présent ces moyens se sont montrés efficaces : les chiffres, à notre avis, le montrent clairement.

DISCUSSION DU RAPPORT DU PROFESSEUR FEDEROWICZ

RESUME DES INTERVENTIONS

Situation de l'agriculture non collectivisée en Pologne

M. Bettelheim remarque que dans le cas de l'agriculture polonaise, un secteur agricole privé, à l'intérieur d'une économie socialiste, non seulement continue à fonctionner, mais encore renforce ses bases matérielles. Dans le court terme, voire dans le moyen terme cette évolution est favorable à la croissance des forces productives.

Quelle question posera dans l'avenir la transformation en coopératives ? Les moyens de productions

qui sont à l'échelle des petites exploitations paysannes, pourront-ils être utilisés ensuite efficacement dans le cadre du passage coopératif ou, au contraire, devront-ils être remplacés par d'autres ?

C'est un des problèmes qui se poseront au moment d'une transformation des structures de l'agriculture polonaise.

D'autre part, comment expliquer la tendance au renforcement et à l'accroissement des investissements des économies paysannes traditionnelles dans le cadre d'un système économique à dominance socialiste ?

M. Herer insiste sur la situation de l'agriculture polonaise qui est très particulière avec une minorité de propriétés privées et une majorité d'investissements socialisés réalisés par l'Etat ou les cercles agricoles, (les 2/3 du total des investissements agricoles). De même la commercialisation est très socialisée (+ de 80 %), les clients du marché privé étant les travailleurs non agricoles qui habitent la campagne. L'agriculture capitaliste ne se développe pas en Pologne pour plusieurs raisons : main-d'œuvre relativement coûteuse, impôts progressifs, discriminations bancaires. Il ne se développe que dans les cultures maraîchères, dont les prix sont libres. Par contre le marché de la terre, a beaucoup diminué pour des raisons économiques : les paysans qui veulent investir, achètent des engrais, des machines, mais pas de terre, de peur de devenir « koulak » !

Prix - Impôts - Crédits

A propos d'une question de M. Kerblay concernant la rente différentielle, M. Federowicz estime que l'on doit distinguer la rente résultant de diverses conditions naturelles, et l'autre résultant de l'investissement.

Dans le système polonais, le problème de la rente du premier type est inclus dans l'impôt agricole parce qu'il y a une progressivité de l'impôt en fonction des normes de la productivité du sol. Mais il n'y a aucune imposition sur l'investissement parce que l'objectif de la politique économique est de développer l'agriculture. Les récoltes, qui sont plus importantes grâce à des investissements additionnels, ne sont pas taxées plus lourdement. Les prix qui sont payés sont des prix stables et identiques pour tous les producteurs.

Les impôts sont calculés avec des normes par hectare et non par rapport à la production. Cet impôt n'existe que pour les fermes privées (les fermes d'Etat ne payant pas d'impôts). Les coopératives agricoles ont le même genre d'impôt que les fermes privées, mais à caractère proportionnel et non progressif.

Pour les crédits, on ne fait pas de discrimination entre l'exploitant à temps plein et l'exploitant à temps partiel. Mais ces crédits sont sélectifs ; par exemple on les attribue plus facilement pour construire des bâtiments de production que pour des bâtiments d'habitation.

Résumé de l'intervention de M. Herer

M. Herer précise ce qui lui paraît le plus important dans la régularisation de l'exode rural. Dans une économie planifiée comme l'économie polonaise, le volume de l'exode rural est déterminé essentiellement par le volume des investissements et surtout par le plein emploi de la main-d'œuvre industrielle. C'est donc le taux planifié de l'augmentation de cette main-d'œuvre qui permettra aux planificateurs de régulariser le volume de l'exode rural.

Il est donc nécessaire d'analyser la croissance économique et le rôle de l'exode rural dans cette croissance, non pas à travers les prix agricoles,

mais à travers la productivité du travailleur agricole dans l'industrie, comparée à son potentiel de travail dans l'agriculture.

On arrive ainsi à cette égalité fondamentale :

$$DR = DL (P_i - P_z)$$

DR = croissance du revenu national mesurée par la valeur ajoutée qui dépend de l'exode rural.

DL = grandeur de l'exode.

P_i = productivité marginale des ouvriers d'origine rurale.

P_z = potentiel de ces mêmes ouvriers dans l'agriculture.

Résumé des interventions de MM. Klatzmann et Bettelheim

M. Klatzmann souligne l'importance pour l'analyse, de mesurer les migrations de la campagne vers la ville, par classes d'âge et par sexe. C'est seulement en procédant ainsi que l'on s'aperçoit des conséquences (vieillesse — féminisation de la main-d'œuvre) que peut avoir un départ très rapide de la campagne vers la ville. Selon M. Bettelheim, en Tchécoslovaquie, l'agriculteur qui quitte la terre, ne va pas chercher l'air de la ville, mais un salaire plus élevé ; ceci se confirme par le fait qu'il continue à habiter la campagne : il s'agit là d'un phénomène d'industrialisation sans urbanisation. Si par conséquent, on

avait utilisé en Tchécoslovaquie des techniques de pointe, si on avait industrialisé d'une manière intensive et non extensive, il y aurait eu moins de 2 millions de travailleurs à quitter la terre. Cela aurait permis de fournir aux agriculteurs des produits industriels à des prix plus faibles et la disparité des revenus aurait été moins forte. M. Herer rétorque à M. Bettelheim que l'installation d'industries « intensives » aurait demandé plus de capitaux que des industries « extensives », et que cela aurait en tous cas signifié une diminution de la consommation, ce qui était difficile en Tchécoslovaquie à cette époque.